



Il est nécessaire de trouver des alternatives au pétrole, que ce soit pour des raisons environnementales et climatiques, des questions d'indépendance énergétique, ou de déplétion des réserves.

Quelles alternatives pour quels usages ?

À la base, le pétrole est une source naturel d'hydrocarbure. Il est utilisé dans deux grands domaines plus ou moins liés : la chimie et l'énergie. Nous n'aborderons que succinctement l'aspect "chimie" pour nous concentrer sur l'aspect énergétique.

Alternatives au pétrole dans le domaine de la chimie

Changer les habitudes, sortir de la société "jetable", repenser la notion de "croissance économique". C'est facile à dire, mais difficile à mettre en oeuvre... Il suffit de constater la prédominance du plastique dans notre vie de tous les jours : qui peut affirmer ne pas utiliser ou rencontrer du plastique ? Cuisine, salle de bain, produits d'entretien, transports, matériel scolaire, vêtements, le pétrole est partout. De même, aujourd'hui on imagine difficilement de se passer de produits chimiques (produits d'entretien, traitements agricoles, etc.), pourtant des solutions existent mais le lobby du pétrole fait son possible pour les occulter ou les dénigrer.

Cas des plastiques

Les plastiques sont des matériaux formidablement pratiques. S'ils présentaient une image "bas de gamme" il y a quelques décennies, aujourd'hui on en arrive parfois à les considérer comme des matériaux nobles.

Diminuer la consommation de plastiques, c'est un premier pas vers une moindre dépendance au pétrole. Pour cela, on dispose essentiellement de 3 pistes :

- la suppression des usages inutiles : diminuer les emballages des produits manufacturés, réduire l'usage des sacs plastiques, autant de solutions qui sont également des réponses aux problèmes de gestion des déchets ;
- le recyclage systématique du plastique : différentes mesures déjà en vigueur vont dans ce sens, il faut cependant les généraliser et supprimer les plastiques difficilement recyclables (on privilégiera par exemple l'utilisation de plastiques entièrement recyclables, permettant d'être réutilisés plusieurs fois, au détriment de ceux qui n'ont de recyclable que le nom, tels les PVC) ;
- remplacer le pétrole par des substituts végétaux : on parle de "chimie verte".

Ces 3 pistes doivent être implémentées dans cet ordre précis. Cette démarche "sobriété - efficacité - substitution" est comparable à la démarche Négawatt, qui soit permettre d'aboutir à une meilleur utilisation de l'énergie et au développement des énergies renouvelables. On constate donc que cette démarche, virtuellement applicable à tout domaine technique, est la seule alternative vertueuse valable.

Cas des produits pétrochimiques

Les produits chimiques issus de l'industrie du pétrole ont des applications dans des domaines très variés,

que nous n'énuméreront pas ici.

En reprenant une méthode calquée sur la démarche Négawatt, on peut tout à fait réduire le besoin de ces produits chimiques, soit en s'en passant, soit en faisant un usage plus raisonné (recyclage, notamment), voire les remplacer par des substituts issue de la chimie verte.

Certes, cette démarche a un coût : changer les habitudes, développer de nouvelles filières, etc. Mais l'usage non maîtrisé des produits pétroliers a également un coût pour la société (environnemental, sanitaire, social, etc.). Ce coût est aujourd'hui presque totalement supporté par la collectivité, pourtant il est mal connu, voire caché (on parle de "coûts externes", ou d'"externalités"). Or, passer d'une civilisation basée sur l'utilisation massive de produits pétrolier à celle d'une civilisation vertueuse qui n'en userait que parcimonieusement implique de raisonner en coût réel, c'est-à-dire intégrer les externalités pour comparer objectivement la situation actuelle à son alternative.

Prenons le cas de l'agriculture. Les produits pétroliers sont utilisés pour le traitement des cultures, afin de lutter contre les maladies, les mauvaises herbes, et augmenter les rendements. Or, aujourd'hui on constate que l'agriculture est un domaine d'activité sous perfusion, qui bénéficie largement de subventions, lesquelles sont en partie utilisées pour l'achat de produits phytosanitaires. C'est une démarche que nous pouvons appeler une incitation à la consommation de pétrole et dérivés. En parallèle, on doit instaurer des quotas pour éviter les surproductions (alors que d'autres pays on du mal à se nourrir !). En contrepartie, l'agriculture est l'un des principaux responsables de la pollution des sols et des nappes phréatiques, qui impliquent un suivi permanent et la mise en place de mesures de protection de la nature (faune et flore), d'installations de potabilisation de l'eau, etc. La collectivité fait donc fausse route et en paie doublement les conséquences : en subventionnant l'usage de produits phytosanitaires dérivés du pétrole, et en finançant des mesures qui tentent d'en corriger les conséquences. Il serait probablement plus judicieux et économique de financer des modèles de production agricoles plus vertueux, comme l'agriculture biologique. Mais ceci est un autre débat.

Bilan

Si ces deux exemples ne reflètent pas l'intégralité de la problématique de l'utilisation du pétrole pour des usages non-énergétiques, ils n'en montrent pas moins que des alternatives existent et sont probablement viables à conditions de raisonner en coût réel, c'est-à-dire en intégrant les externalités. Ce constat est un premier pas. La mise en place d'une politique vertueuse qui oserait s'opposer aux lobbies pétroliers en est une autre. La mésaventure du Grenelle de l'environnement du président Sarkozy montre qu'il y a encore un fossé entre la prise de conscience et l'influence du chantage des lobbies industriels les plus puissants.

Alternatives au pétrole dans le domaine de l'énergie

Du point de vue de l'énergie, on peut distinguer 3 grandes utilisations pour le pétrole :

- la production de chaleur ;
- la mobilité (les transports) ;
- la production d'électricité ;

On pourra retrouver les solutions alternatives dans les rubriques dédiées de ce site web. À chaque fois, la démarche Négawatt ("sobriété - efficacité - substitution") semble toute indiquée. Les solutions ci-après ne sont pas exclusives, elles se complètent.

Production de chaleur

De nombreuses alternatives existent :

- réduire les besoins de chaleur (isolation, etc.) ;
- technologies performantes ;
- technologies basées sur la biomasse ;
- énergie solaire ;
- ...

Mobilité

- supprimer les déplacements inutiles (télétravail et autres technologies de l'information) ;
- développer les transports doux (marche, bicyclette, transports en commun), autopartage ;
- technologies alternatives (véhicules électriques, biocarburants en filières courtes, véhicules hybrides, etc.)

Ces mesures seraient d'autant plus vertueuses qu'elles évitent les dépenses et les nuisances liées à une société encombrée par un nombre ahurissant d'automobiles. Il faut pour cela accepter de considérer la mobilité comme un service (public) et arrêter de voir dans l'automobile un objet d'affirmation sociale.

Production d'électricité

- réduire les consommations d'électricité (interdire le chauffage électrique, notamment) ;
- imposer les technologies performantes (pour la production - cogénération, par exemple - et pour la consommation - supprimer les consommations de veille, par exemple) ;
- recourir aux énergies renouvelables pour la production d'électricité verte (hydro-électricité, solaire photovoltaïque, électricité éolienne, énergie de la mer, etc.)

Bilan

Finalement, passer du tout pétrole à un modèle de société plus vertueuse implique avant tout de cesser de s'appuyer sur un modèle de consommation soutenu par des réseaux hypercentralisés, pour passer à une recherche d'économie et d'optimisation locale, ainsi que le développement de filières locales de production et distribution d'énergie.

Qu'en est-il aujourd'hui ? On subventionne la consommation de pétrole...

Face à une problématique de dimension planétaire, la quasi-totalité des gouvernements échoue à mettre en place des politiques qui iraient dans le bon sens. Ce constat est probablement plus imputable au manque de courage ou à la connivence des élus du peuple avec les grandes industries pétrolières. Ce qui nous gratifie de mesures stupides, comme celles que nous ont "pondu" (il n'y pas d'autre mot) les récents gouvernements face à la problématique énergétique, stigmatisée par la hausse des dérivés les plus directs du pétrole : le carburant et le fioul. Voyons ça de plus près.

Prime à la cuve

Le fioul augmente ? Qu'à cela ne tienne ! Instaurons une prime à la cuve ! De 75 euros en 2006, elle est passée à 150 euros en 2007. Ce dispositif est clairement une subvention à la consommation de pétrole. Cette mesure va totalement à l'encontre du bon sens, elle ne résout strictement rien au problème (au contraire), mais permet de reporter le problème à l'année suivante. Face au mécontentement populaire, on achète le silence des citoyens. Belle mentalité.

Le chèque déplacement, ou ticket-transport

Face à la hausse du prix des carburants, le gouvernement a envisagé la mise en place de chèques-transport, calqués sur le fonctionnement du ticket-restaurant. Avec à la clef une ristourne de 100 euros au frais de l'État (ou du contribuable, plus exactement). Encore une subvention à la consommation de pétrole. Le GART s'est élevé contre cette mesure, en préconisant de l'appliquer uniquement pour l'usage de transports doux. Finalement, cette mesure est retirée.

La défiscalisation du fioul

Pêcheurs et agriculteurs bénéficient de fioul en partie défiscalisé. Chaque nouveau soubresaut du prix du fioul engendre une nouvelle promesse gouvernementale pour diminuer le prix du fioul vendu aux intéressés. Et en parallèle, aucune mesure n'est prise pour moderniser l'équipement, ce qui permettrait de réduire les consommations...

La position ambiguë du gouvernement

La taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), est un outil du gouvernement pour limiter les répercussions de la fluctuation du prix du pétrole sur les produits de consommation courante comme le fioul et les carburants.

Pourtant, face au pétrole, la position du gouvernement est ambiguë : la TIPP est une grosse source de revenus pour l'État. Prendre des mesures en faveur de la diminution de la consommation de pétrole implique, en plus de subir les foudres des lobbies concernés, de diminuer les recettes issues de la TIPP. C'est le serpent qui se mord la queue. Que faut-il faire ? Taxer les alternatives pour récupérer le manque à gagner ? Probablement pas.

Face à un prix du pétrole qui ne cesse d'augmenter, il faut libérer la TIPP : la TIPP est une taxe flottante, qui est fixée et ne varie pas en fonction du prix du pétrole. Cette taxe devrait donc avoir un taux fixe, et générer plus de revenus à l'État à mesure que le prix du pétrole augmente. L'augmentation du prix du pétrole représente une manne financière pour les industries pétrolières, il devrait en être de même pour l'état.

Évidemment, cette mesure ferait exploser les prix des produits pétroliers, ce qui accélérerait d'autant plus la conversion à des technologies alternatives. Les revenus supplémentaires percus par l'État pourraient permettre de financer une partie de cette conversion. Plutôt que de subventionner la consommation de pétrole, on pourrait subventionner efficacement la mise en place d'alternatives... À condition d'avoir le courage de le faire et d'affronter les lobbies concernés.

Conclusion

Il apparaît que le pétrole ne peut être remplacé par une unique solution, mais plutôt par un mix de solutions basées, dans l'ordre, sur la baisse des consommations et l'utilisation de technologies performantes associées au développement de sources d'énergie renouvelables.

En dehors du secteur énergétique, on constate que la démarche à adopter est similaire.

Il est donc nécessaire de mettre en oeuvre des politiques volontaristes qui osent s'affranchir des lobbies, tout en considérant l'utilisateur final comme un usager et non un consommateur.

Intégrer les coûts externes à la réflexion économique devrait permettre de se rendre compte du bienfait des solutions à envisager, en particulier en arrêtant de subventionner l'usage du pétrole et payer ensuite pour combattre les conséquences de telles politiques.